

LES APPELS D'OFFRES RELATIFS AUX CONTRATS—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Allan Lawrence (Durham-Northumberland): Monsieur le Président, le ministre ne trouve-t-il pas que le fait qu'un de ses amis personnels soit à son bureau alors que cet ami dirige une société privée faisant affaire avec son ministère et d'autres ministères fédéraux, constitue un conflit d'intérêts? A-t-on fait des appels d'offres avant d'octroyer ces contrats, y compris ceux qui ont été conclus avec les services du ministre?

L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice): Monsieur le Président, si le député veut obtenir des renseignements sur les contrats, il pourrait le faire de la façon habituelle. Pour ces contrats, on a procédé comme d'habitude. Nous n'avons rien à cacher, et mon collègue peut en discuter avec moi quand il le désire.

L'UTILISATION DES LOCAUX DU GOUVERNEMENT

L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest): Monsieur le Président, il n'empêche que cet ancien agent de communications au cabinet du premier ministre finance actuellement ses affaires personnelles aux frais de la princesse. Le ministre de la Justice peut-il me dire si M. McDonald paie un tarif raisonnable pour se servir des installations du ministre et y obtenir des services de secrétariat ou s'il a tout simplement accès au râtelier?

L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice): Monsieur le Président, à ma connaissance, nos services ne sont pas à sa disposition. Il s'agit d'un expert-conseil qui fournit ses services dans divers bureaux de temps à autre. Il s'est parfois trouvé à mon bureau, mais uniquement à des fins de consultation.

* * *

LE DÉSARMEMENT

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE CHERCHER À OBTENIR LE GEL DES ARMES NUCLÉAIRES

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Dans le discours du trône d'hier, le gouvernement a annoncé qu'il continuerait à présenter des propositions destinées à ralentir la course aux armements. Nous nous en réjouissons d'autant plus que notre parti a déjà présenté des propositions en ce sens, notamment en demandant un gel des armes nucléaires qui commencerait avec les super-puissances. Par conséquent, lors des voyages qu'il effectuera à Washington et, je l'espère, à Moscou, le premier ministre a-t-il l'intention d'exhorter les deux super-puissances à appuyer un gel immédiat des armements nucléaires, équilibré et vérifiable, gel qui serait suivi d'une réduction massive des armes nucléaires? C'est une initiative que tout le monde souhaite voir prendre en faveur de la paix.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le Président, je pense pouvoir au moins appuyer l'intention exprimée par M^{me} le député lorsqu'elle affirme qu'il devrait y avoir une réduction massive des armes nucléaires. Je me permets d'ailleurs de lui rappeler que les pays de l'OTAN ont annoncé il y a environ un mois et demi qu'ils allaient retirer en quelques

Questions orales

années quelque 2,400 ogives nucléaires de l'arsenal qu'ils possèdent en Europe. Je suis convaincu que cela devrait être l'objectif ultime des deux super-puissances dans les négociations START et INF.

• (1500)

Quant à savoir s'il faudrait proposer un gel d'abord, je ne pense pas que les super-puissances soient d'accord là-dessus, puisqu'elles ne s'entendent pas sur le genre de déploiement que réalise l'autre pays. Pour ce qui est de l'objectif de la réduction, je suis d'accord avec le député et j'ai bien l'intention d'aborder la question à Washington, quand je m'y rendrai bientôt, et également à Moscou si j'y vais.

Mme Jewett: Monsieur le Président, j'espère que le premier ministre s'intéressera à la question du gel, car il faut arrêter la machine avant de pouvoir faire marche arrière.

LA RECHERCHE EN MATIÈRE DE DÉFENSE ET DE CONTRÔLE DES ARMEMENTS

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, je voudrais poser au premier ministre une autre question qui découle du discours du trône d'hier. Dans la proposition qu'il a faite au sujet du financement de la recherche sur la défense et le contrôle des armements, avait-il l'intention de limiter la recherche et les études à la défense et au contrôle des armements ou, comme je l'espère, avait-il une vision beaucoup plus large qui permettrait d'englober la recherche en faveur de la paix, ainsi que le désarmement et la résolution des conflits?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le Président, au début de sa question, M^{me} le député a déclaré qu'il faut d'abord imposer un gel avant de pouvoir faire marche arrière. Je pense qu'elle oublie qu'un gel vérifiable supposerait des négociations aussi complexes que pour une réduction. C'est pourquoi il est préférable de viser directement une réduction plutôt que de commencer par un gel, compte tenu de tous les aspects complexes de la vérification destinés à voir ce qui serait gelé, quand et à quelle étape.

En ce qui concerne sa question au sujet du discours du trône, je peux lui dire que le mandat serait assez large.

* * *

L'ÉCONOMIE

LE NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT—ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'AGIR

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au premier ministre qui n'est pas sans savoir que les taux d'intérêt bancaire frisent aujourd'hui les 10 p. 100, par suite d'une septième hausse successive. Le premier ministre n'ignore pas que si les taux continuent de grimper, tout espoir de relance s'évanouira. Le premier ministre s'engagera-t-il aujourd'hui auprès des Canadiens à ne pas laisser les taux préférentiels excéder 11 p. 100 et à faire tout en son pouvoir pour fixer à 10.25 p. 100 les taux d'intérêt des emprunts hypothécaires d'une durée d'un an?